

Epreuve : 101

Matière : 5750

Session : 2021

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Sujet : Ecole et inégalités sociales

L'âge d'obligation scolaire a été avancé en 2020 de 6 ans à 3 ans. Cette décision a été présentée par le Président de la République comme permettant plus d'égalité des chances, en assurant à chaque enfant dès le plus jeune âge l'accès à une éducation de qualité. Pourtant, 97% des enfants de 3 ans sont déjà aujourd'hui inscrits à l'école maternelle, une institution plébiscitée par les familles depuis de nombreuses années, sans que cela n'empêche éditorialistes comme scientifiques ou responsables politiques de parler de "crise de l'école". L'école ne parviendrait pas à remplir toutes les fonctions qui lui sont assignées : formation intellectuelle, morale et civique, moyen d'insertion dans la vie professionnelle, mais aussi réduction des inégalités.

On appelle inégalité toute différence d'allocation de ressources socialement valorisées. Il peut s'agir d'inégalités économiques (revenu, patrimoine) ou proprement sociales (liées au genre, à l'état de santé, à l'accès à la culture) qui déterminent notre position dans l'espace social. Dans l'idéal républicain qui prévaut aujourd'hui en France, les inégalités ne sont légitimes que lorsqu'elles sont dues au mérite, et pas à la naissance. L'école est présentée comme le moyen de réaliser cet idéal d'égalité des chances, selon lequel les places occupées ne de- 1.../12.

ne devraient pas dépendre de notre milieu social d'origine. Mais l'Ecole en elle-même n'a pas de pouvoirs propres. C'est une institution qui dépend tout à la fois de politiques éducatives et des multiples acteurs qui y interagissent : élèves, professeurs, familles, psychologues, etc. Ce qu'on a tendance à nommer au singulier ressemble en réalité des établissements très variés, parfois publics, parfois privés, selon une architecture qui fait "système", de l'école maternelle aux établissements du supérieur, en passant par l'enseignement primaire et secondaire. De ce fait, aujourd'hui quasi tous passent par ce système scolaire entre 3 et 16 ans, et le plus souvent y restent bien plus longtemps. Et pourtant, l'idéal méritocratique semble bien loin d'être réalisé. Alors, l'école peut-elle réduire les inégalités sociales ?

Nous verrons dans un premier temps que l'institution scolaire a émergé sans le souci des inégalités sociales et que l'objectif d'égalité des chances n'est que très récent. Puis nous montrerons que malgré cet idéal l'Ecole reproduit un certain nombre d'inégalités sociales. Enfin, nous verrons qu'un certain nombre de politiques publiques peuvent permettre d'amoindrir l'effet de l'Ecole sur les inégalités.

L'Ecole actuelle s'inscrit dans une tradition très largement étrangère au souci d'égalité des chances. D'abord vue comme outil d'élevation par la raison plus ou moins réservé à l'homme libre, puis comme moyen d'inculcation d'une culture commune de base, ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du XX^e siècle qu'elle s'est pensée comme méritocratique.

L'éducation a d'abord été pensée comme idéal philosophique. C'est en tout cas ce qui transparaît de l'allégorie de la caverne développée par Platon dans La République. Le rôle du philosophe par excellence est d'aider les hommes vers le monde des Idées. Il n'est pas nécessaire qu'il mène tous ceux qui sont dans l'obscurité de la caverne vers l'extérieur : il suffit qu'il s'y rende lui-même pour qu'il puisse, en revenant, les guider à faire usage de leur raison afin de se détourner du monde des représentations. Cette conception antique de l'éducation comme cheminement vers l'extérieur, sous l'influence éventuelle d'un guide, a nourri par la suite les conceptions humanistes de l'éducation et la pensée des lumières. Rousseau présente ainsi dans l'Emile l'éducateur comme un tuteur, qui est un support pour que l'enfant puisse croître et se développer. Kant donne dans ses Propos sur l'éducation comme rôle à l'éducateur de transmettre le bon usage de la raison afin d'amener l'enfant à contrôler ses désirs, condition pour être proprement libre. Dans l'Antiquité comme au siècle des lumières, l'éducation est intrinsèquement liée à la liberté. Si l'idéal des lumières a une composante universaliste - il s'agit à terme d'élever tous les humains, il n'a pas l'ambition de réduire les inégalités sociales ; il fait au contraire perdurer la distinction entre ceux qui sont vraiment libres et sujets politiques, parce qu'ils ont le loisir de s'adonner à la raison, et ceux qui n'en ont pas la possibilité et qui seront de là exclus de la citoyenneté en 1791, qu'il s'agisse des femmes, des esclaves ou des domestiques. Les conceptions modernes de l'éducation reposent donc sur une base relativement élitiste.

Mais cet élitisme n'empêche pas la massification de l'enseignement. Les dirigeants en France ont ainsi fortement encouragé la création d'écoles à destination du peuple tout au long du XIX^{ème} siècle. Il s'est d'abord agi, dans les années 1830 et 1840, d'obliger la plupart des communes à ouvrir des écoles.

primaires, d'abord pour les garçons, ensuite pour les filles, grâce aux lois Guizot et Falloux. Puis ensuite d'instituer une instruction obligatoire, gratuite et laïque au début de la III^{ème} République avec les lois Ferry de 1882 et 1884. L'obligation scolaire était alors établie entre 6 et 13 ans. Si certains discours politiques ont pu présenter plus tard les lois Ferry comme la première pierre de l'édification d'un système scolaire démocratique, ce n'en fut en fait pas du tout l'émulsion, comme l'a montré l'historien Antoine Prost dans son Histoire de l'enseignement en France. Il s'agissait, pour les gouvernants républicains, de donner une base culturelle commune à tous, plutôt que de réduire les inégalités, et ce en partie afin d'asseoir la légitimité populaire du nouveau régime. On peut d'ailleurs noter que le terme d'"instruction publique", utilisé dans les années 1880, commence par le préfixe inverse de celui du terme d'éducation. Il s'agit de donner aux futurs citoyens une langue commune, une culture commune, un rapport commun à l'histoire et à la nation. Emile Durkheim, dans L'évolution pédagogique en France a ainsi parlé de "socialisation méthodique de la jeune génération". Mais l'accès du plus grand nombre à l'enseignement élémentaire ne signifie pas une réduction des inégalités sociales, en tout cas pas en fonction du milieu social. En effet, le système scolaire est resté en France totalement dual jusqu'aux années 1960 - l'école élémentaire ne communique pas avec les collèges et lycées bourgeois, qui commencent avant le sauf pour de très rares exceptions. Une année de scolarité au lycée coûte en 1939 l'équivalent du revenu annuel d'un instituteur, et à cette date seuls 10% des enfants d'une classe d'âge font des études secondaires.

Epreuve : Matière : Session : 2021

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Ainsi, l'institution scolaire actuelle hérite d'une organisation qui n'a pas été conçue pour réduire les inégalités. Cette organisation a été profondément bouleversée dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle débouchant sur une certaine démocratisation. Cette évolution a été amorcée par le plan Langeron-Wallon de 1947 qui, même s'il n'a pas été appliqué directement, a influencé les politiques éducatives des années qui ont suivi. Dans un contexte politique où gaullistes et communistes gouvernaient ensemble, il proposait explicitement de réduire les inégalités en unifiant l'enseignement secondaire, en développant l'enseignement professionnel et les diplômes du BEP et du CAP, et en donnant une place accrue aux mathématiques, discipline perçue comme "plus égalitaires" que les disciplines littéraires. Le plan a ainsi amorcé une entreprise de démocratisation de l'Ecole, grâce à la création d'un "collège unique" par la loi Haby de 1975, à la généralisation de l'accès au lycée permise par la création du bac technologique dans les années 1960 et du bac professionnel en 1985. L'ambition d'ouverture des études supérieures a été sans cesse réaffirmée depuis 1968, et notamment lorsque le ministre de l'Éducation ^{à la fin des années 1970} a affiché officiellement "80% d'une classe d'âge au baccalauréat", objectif qui a été réalisé en 2016. Mais si la massification de l'enseignement secondaire, puis supérieur a bien eu lieu, il n'est pas certain que l'on puisse parler 9.../12...

d'égalité des chances. Certains sociologues comme Pierre Nerle parlent ainsi de "démocratisation ségrégative" en remarquant qu'un certain nombre de filières prestigieuses (classes préparatoires, grandes écoles) sont aujourd'hui encore peuplées quasi-exclusivement d'étudiants de milieu social très favorisé. En 2014-2015, un fils de cadre avait encore 27 fois plus de chances qu'un fils d'ouvrier de devenir cadre plutôt qu'ouvrier et cet effet était dû principalement aux inégalités scolaires, selon Clément Dherbécourt, chercheur chez France Stratégie. C'est que, plutôt que de les réduire, l'école reproduit un certain nombre d'inégalités sociales.

L'École, parce qu'elle est prise dans le reste de la société, participe à reproduire les inégalités qui structurent cette dernière et particulièrement : les inégalités de capital culturel, les inégalités de genre et les inégalités spatiales.

Le milieu social des enfants influence leur réussite scolaire, et il s'agit principalement d'un effet du capital culturel. C'est ce qu'a montré la sociologie bourdieusienne de l'éducation. A niveau de vie égal, la réussite scolaire est d'autant plus probable que le diplôme des parents (et particulièrement de la mère) est élevé. Cet effet a été explicité par Pierre Bourdieu dans La Reproduction, où il distingue le capital culturel, en opposition au capital économique (revenu, patrimoine). Le capital culturel désigne le stock de connaissances et de savoirs faire ou de savoir-être dont dispose une famille, sous une forme incorporée ou objectivée. Deux éléments du capital culturel

sont particulièrement cruciaux dans la relation à l'École : la maîtrise de la langue et la culture générale (que Bourdieu appelle "culture libre"). En effet, l'École tend à valoriser le type de rapport à la langue et le type de culture qui caractérise les milieux aisés. Ce faisant, elle institutionnalise les inégalités sociales en inégalités scolaires, par un procédé que Bourdieu qualifie de "violence symbolique". Or, ces inégalités affectent extrêmement tôt les comportements enfantins, comme l'a montré l'ouvrage de Bernard Lahire Enfances de classe, qui s'est intéressé aux compétences scolaires d'enfants de 5 ans. Voir ses parents lire avec plaisir influence avant même l'apprentissage de la lecture le goût pour cette dernière, cette socialisation primaire par imitation est tellement forte, probablement du fait de l'intensité des liens affectifs qui l'encadre, que l'École n'arrive pas à la contrebalancer.

L'École peine aussi à avoir beaucoup d'influence sur les inégalités de genre. Si les progrès de la mixité scolaire au cours des cinquante dernières années ont permis à un nombre croissant de femmes d'accéder à des positions sociales valorisées, l'École contribue en même temps à renforcer certaines dispositions transmises différemment aux filles et aux garçons. C'est ce qu'a montré le sociologue Sylvie Octobre dans La fabrique des garçons : parce que les équipes pédagogiques ont des perceptions genrées de leurs élèves, elles traitent différemment les comportements dissipés des filles et des garçons. Ceci est renforcé par des dynamiques internes aux groupes de pairs. D'une manière générale, il faut faire le constat à la fois d'une réussite scolaire plus fréquente chez les filles, et d'une orientation qui les mène moins souvent vers les voies les plus prestigieuses. Elles tendent en effet à choisir plus souvent les filières liées au soin et aux humanités, et moins les filières compétitives

ou liés aux sciences et aux techniques, ce qui a un impact sur les différences de revenu entre hommes et femmes à l'âge adulte.

Enfin, l'École n'arrive pas à réduire les inégalités spatiales, voire même parfois les renforce. Ces inégalités spatiales font pourtant l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics depuis la mise en place de Zones d'Éducation Prioritaire (ZEP) en 1982. Il s'agit de diriger plus de moyens vers les zones les plus défavorisées socialement du territoire. Mais cette politique aboutit au phénomène d'"étiquetage" de certains établissements, pour reprendre le vocabulaire d'Hansrad Becker, c'est-à-dire de stigmatisation. Abdellilah laloui, lycéen de ce type d'établissement - même si le dispositif des ZEP a changé de nom depuis, raconte ainsi dans les baskets et le costume comment l'image qu'il avait de son établissement scolaire a pu le décourager quant à ses chances d'élévation sociale. Les effets d'étiquetage renforcent ou créent des stratégies d'évitement stratégique de la part de familles de classe moyenne, qui renforcent en retour l'homogénéité sociale de leurs publics. Or, on sait que les interactions entre pairs jouent un rôle clé dans la réussite et l'émancipation des élèves, et que la mixité sociale tend à élever le niveau scolaire global. Mais la ségrégation scolaire a elle un effet négatif sur l'ensemble des inégalités sociales. L'économiste Julien Grenet a ainsi montré que la carte scolaire et les résultats des collèges au brevet avaient une influence significative sur les prix de l'immobilier à Paris.

Epreuve :

Matière :

Session : 2021

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

L'Ecole n'a donc pas d'effet automatique sur les inégalités sociales, puisque les enfants, et leurs enseignants n'arrivent pas vierges en son sein, mais façonnés par la socialisation différenciée. Néanmoins, le diplôme reste le meilleur véhicule de l'élévation sociale comme l'a montré Tristan Poullaouec dans le diplôme, arme des faibles, et certaines politiques publiques permettent d'amoindrir les effets négatifs de l'Ecole sur les inégalités.

Il s'agit de considérer la question de la formation des enseignants, du système de bourses et de la complexité du système scolaire comme cruciales pour limiter les inégalités.

Nous avons vu que l'institution scolaire était passée en l'espace d'un siècle d'une institution élitiste à une institution de masse. Or cela impose une réflexion collective sur les éléments les plus concrets du travail des éducateurs. C'est ce qui a montré la philosophe Hannah Arendt dans "la crise de l'éducation" dans son ouvrage la crise de la culture. L'école de masse n'est pas la skole grecque qui réunit un petit nombre de disciples autour d'un maître. Il s'agit d'une entreprise systémique, qui doit être organisée. Pour Hannah Arendt, il s'agit avant tout d'établir l'autorité des professeurs en garantissant qu'ils maîtrisent un savoir que les élèves

n'ont pas. Elle critique le système éducatif américain qui donnerait trop de place à la pédagogie, au détriment du contenu. Or on peut penser que certains aspects de la crise de l'éducation ont un aspect cumulatif sur les inégalités. De nombreuses études dérivent régulièrement le déclin du niveau en mathématiques des élèves français. La dernière en date montre que le déclin s'est lié à une baisse du niveau. Seul se maintient le niveau des meilleurs élèves, qui ne se destinent pas à devenir enseignants de mathématiques. La question des inégalités à l'école impose donc de prendre en compte aussi l'effet de ces inégalités sur les enseignants.

Mais en plus de la formation des enseignants un enjeu majeur est posé par l'architecture du système éducatif, qui a une influence sur les inégalités. Comme l'a montré Raymond Boudon, plus le système scolaire compte de "points de bifurcation", plus les inégalités sont importantes car la perception du risque de faire des études longues ou courtes diffère selon le milieu social. Or les possibilités de choix sont multipliées dernièrement avec la profusion croissante de formation du supérieur, qui accompagne un processus de marchandisation de l'école et le délaissement de l'université comme voie privilégiée des études.

Ainsi, si l'École n'a pas eu pour objectif premier de transformer l'ordre social en réduisant les inégalités, elle a accompagné la démocratisation de la société à partir des années 1960. Néanmoins, en tant qu'institution solidement encastrée dans le monde social, elle participe à la reproduction d'un certain nombre d'inégalités, particulièrement en matière de genre,

